

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques-moments-forts-51258>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°73 > **Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

25 août 2017

Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref, quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Mélisande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Création d'un réseau de lanceurs d'alerte autour de la centrale de Golfech

En septembre dernier, la centrale de Golfech semait un vent de panique pour tous ses riverains à cause du déclenchement des alarmes de sécurité ; en cause, un relâchement de fumées radioactives. Il aura fallu attendre le lendemain pour qu'EDF communique enfin sur l'incident. Ce n'est bien évidemment pas le premier que connaît la centrale, et ne pouvant compter sur EDF pour informer la population, l'association Stop Golfech a décidé de créer un réseau de lanceurs d'alerte. En collaboration avec la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), les antinucléaires comptent "encercler" la centrale de Golfech par un réseau citoyen de surveillance. "Il s'agit d'une première en France, des relevés seront ainsi réalisés tous les jours, et quels que soient les vents dominants, nous pourrons surveiller les risques de contamination, et alerter immédiatement la CRIIRAD. Car nous n'avons pas confiance en Golfech et en ses dirigeants, qui nous racontent ce qu'ils veulent, comme ce fut le cas en octobre dernier" ont expliqué Monique Guittenit et André Crouzet au quotidien La Dépêche.

Sortir du nucléaire Trégor



Les sols de la zone humide présentent un marquage de plus de vingt fois le bruit de fond en radium 226.

Depuis plusieurs années déjà, l'association lannionnaise (Côtes-d'Armor) se bat pour faire toute la lumière sur les anciennes mines d'uranium de la région. Areva décomptait dans son rapport de 2014 onze sites uranifères. Un an plus tard, un rapport de l'IRSN est venu confirmer les craintes de SDN Trégor. Les analyses qui ont été réalisées montrent que le taux de radioactivité à Buhulien (Côtes-d'Armor) est bien supérieur au "bruit de fond". Autrement dit, la radioactivité mesurée est plus importante que ce qu'elle devrait être pour une ancienne mine d'uranium. Mais ce n'est pas tout : en contrebas du site concerné, un petit ruisseau s'écoule et va se jeter dans une zone humide. "Les sols de la zone humide présentent un marquage de plus de vingt fois le bruit de fond en radium 226". À la demande de l'association, l'IRSN a aussi fait des analyses en arsenic. "Les terres et les sols prélevés au niveau de la mare et de la zone humide située en aval de la buse présentent des teneurs en arsenic supérieures aux valeurs définies par l'inventaire minier", a expliqué Laurent Lintanf au journal Le Télégramme. Le maire de la commune de Lannion a précisé que le principe de précaution devait s'appliquer : le site sera sécurisé et des panneaux d'information seront installés pour préciser que l'eau n'est pas potable.

Lancement réussi des mobilisations de printemps !



Le cortège rejoint la place Kléber de Strasbourg pour un concert et des prises de paroles.

Entre le 11 mars et le 26 avril 2017 – anniversaires de Fukushima et de Tchernobyl – le Réseau "Sortir du nucléaire" a appelé les groupes antinucléaires à faire fleurir les actions partout en France. Alors que la campagne des présidentielles bat son plein, le moment était propice à ramener le nucléaire au cœur du débat, et ce fut le cas le 11 mars. Grâce aux actions menées en Alsace (à Strasbourg et Fessenheim), en Loire et Vienne (sur les ponts), à Paris (Place de la République), le nucléaire a occupé le paysage médiatique pendant tout un week-end. C'est aussi le moment qu'avait choisi le Réseau pour publier son nouveau livre "La farce cachée du nucléaire" (voir pages centrales).

Vous découvrirez dans notre prochain numéro un compte rendu détaillé de ces mobilisations de printemps !



Des dizaines de déchets factices ont été trimballés en poussette dans Strasbourg, pour montrer ce que l'on est en train de léguer aux générations futures. Ils ont ensuite été entassés sur la place Kléber.

Bure : l'Andra dans la tourmente !

Vous l'avez tou.te.s constaté : la lutte à Bure s'intensifie depuis quelques mois, avec la reprise et l'occupation du bois Lejuc associées à un travail juridique de fourmis, qui commence à porter ses fruits ! Nous avons souhaité partager avec vous quelques textes rédigés par des habitant.e.s et militant.e.s de Bure.



Vous pouvez retrouver tous ces textes sur : <https://vmc.camp/>

Journée de mobilisation contre l'expulsion du bois Lejuc et contre CIGÉO

VMC - 19 février 2017

Le 18 février devait être une journée de mobilisation contre l'expulsion prochaine du bois Lejuc, elle aura au final été un nouveau grand moment de déconfiture infligé à l'Andra.

Sous un soleil frais et timide, à 11h du matin, une longue colonne joyeuse de 700 personnes s'est étirée entre Bure et le bois Lejuc. L'occasion d'observer au passage, depuis le point de vue culminant du Chaufour, l'imposant laboratoire de l'Andra et les emplacements des futurs travaux liés à l'installation de la poubelle nucléaire CIGÉO. Le cortège a symboliquement suivi les pas des deux précédentes manifestations de réoccupation de la forêt, lors de l'été 2016, avant de s'y engouffrer, le temps de partager un repas servi par la cantine et de découvrir les différentes habitations. Une ambiance chaleureuse, tandis que des rubans jaunes distribués à chacun.e venaient décorer les branches pour symboliser la résistance du bois au désert nucléaire.

Vers 15h, chacun.e muni.e de morceaux de mur de l'Andra détruit en août dernier, le cortège a repris la route en sens inverse pour rejoindre le laboratoire en repassant par Bure. Sur place, un important dispositif policier retranché derrière un mur de barbelés et des grilles anti-émeutes gardait tout le pourtour de la place forte [...].

La foule, unie, au pas rythmé par le son roulant de la batucada, le martèlement métallique des pierres sur les glissières de sécurité, et des hurlements de hiboux (1) a poursuivi son chemin avec détermination, dans une ambiance électrique. Elle s'est déployée en arc-de-cercle depuis la route, tout au long du bâtiment de l'écothèque, et une bonne partie du cortège, avançant et reculant tour à

tour vers les grilles, est finalement parvenue à renverser une grande partie de celles qui avaient réchappé à la virée nocturne de l'avant-veille, sous une pluie de grenades lacrymogènes. Hors de portée des tirs, le reste des manifestant.e.s de tous âges et horizons les encourageaient, enthousiastes, en cris et en musique, tout en peinturlurant la route et enflammant le grand phénix bariolé construit à cet effet, symbole d'une lutte populaire qui renaît de plus belle depuis quelques années. Une ambiance loin de celle décrite par la préfecture qui voudrait réduire une colère populaire légitime, longtemps refoulée, à l'acte isolé d'une "cinquantaine d'individus cagoulés". Mais l'éternel discours médiatico-policiier sur la minorité de casseurs ultra-violents n'a plus de prise face au réel : celui de la solidarité joyeuse et sans faille de l'ensemble de la manifestation pour attaquer directement le laboratoire, sur son terrain, pour la première fois depuis 25 ans. Si le monde qu'on nous promet est celui que promet l'Andra quand elle s'impose par la résignation à une population méprisée, alors oui, nous sommes tout.e.s les casseur/euses de ce monde-là.

Face aux tombeur.ses de grilles, les gendarmes mobiles, répliquant par des charges aux grenades de désencerclement et assourdissantes ont blessé en quelques minutes une vingtaine de personnes, dont deux d'entre elles ont dû être évacuées vers l'hôpital, tandis que plusieurs autres arboraient des plaies multiples dues aux éclats. Malgré la violence de cette réponse, qui est intervenue alors que les manifestant.es se retiraient peu à peu, tout le monde est rentré sereinement à Bure.

Le soir, ce sont des centaines de personnes qui ont rejoint un champ mis à disposition par un agriculteur, pour assister à un concert sous un chapiteau de cirque. Sur place, bar, infokiosque, tentes collectives et espace de premiers secours étaient prêts à accueillir tout ce beau monde enjoué. La folle ambiance de liesse s'est prolongée tard dans la nuit. De l'aveu de nombre de personnes, c'était une journée historique qui restera gravée dans les mémoires, un de ces moments où on effleure la réalité d'un autre monde possible, la possibilité d'une prise pour inverser le cours des choses [...].

Police partout, Andra nulle part !

VMC - 25 février 2017

Bruno Le Roux déclare cette semaine qu'il n'y aura pas de ZAD à Bure. Ça tombe bien, il n'y en a pas et il n'y en a jamais eu. Effet d'annonce pour un ministre qui n'a pas eu le temps de réviser sa copie avant d'être interpellé par le sénateur Christian Namy au Sénat ? Savait-il même où était Bure avant cette semaine ? On l'imagine rentrer à son ministère le soir même et demander à avoir au téléphone la nouvelle préfète de la Meuse pour avoir un rapport circonstancié sur la situation de ce nouveau "kyste" et exiger que des mesures soient prises "énergiquement" contre cette poignée de zadistes qui défraie la chronique.

L'été dernier, avant de tomber un mur de 1,2 km dans le bois Lejuc, on avait déjà connu un mois d'occupation policière du territoire entourant Bure : contrôles policiers sur toutes les routes, réquisitions de fouille des véhicules renouvelées par tranche de 12h et passages incessants d'estafettes devant la Maison de Résistance, filmant et relevant les plaques d'immatriculation.

Depuis quelques jours on sent que la préfecture et sans doute le ministère de l'Intérieur témoignent d'un intérêt accru pour nous, opposant.e.s et habitant.e.s en lutte contre le projet CIGÉO. Ce jeudi, 23 février, au soir vers 23h, deux fourgons de gendarmes et deux estafettes étaient déployés tous feux éteints de part et d'autre de la Maison de Résistance. Ce samedi, 25 février, au matin ce sont des gendarmes équipés de pied en cap, armés de lanceurs de balles de défense, qui contrôlent et fouillent tous les véhicules sur les routes entourant Bure, papiers de réquisitions préfectorales à la main.

Intimidation ou stratégie de tension, on a vu l'année passée que le résultat était surtout une exaspération des riverain.e.s, une amplification de la mobilisation et un renforcement de notre propre

détermination à lutter. Nous résumer à une poignée d'agitateurs, c'est méconnaître gravement le fait que nous accueillons des ami.e.s de nombreux et très différents réseaux de lutte que ces intimidations et contrôles confirment dans leur conviction que Bure est une lutte à soutenir dans les semaines et mois à venir. Chaque jour cette répression qui ne dit pas son nom, qui vise à nous marginaliser et à nous fichier, pour mieux s'en prendre à nous ensuite, démultiplie la solidarité dans toute la France et bien au-delà. Qu'ils s'en prennent à quelques-un.e.s d'entre nous et demain nous serons des centaines à manifester au pied de la préfecture, qu'ils répriment ces centaines et nous serons des milliers à défiler dans les rues de Bar-le-Duc et à camper dans le sud de la Meuse. Car il ne s'agit pas seulement ici de CIGÉO ou même de l'industrie nucléaire, c'est une certaine vision capitaliste, marchande et sécuritaire de l'avenir contre laquelle nous luttons ici et en bien d'autres endroits du monde [...].

L'ANDRA est dans le jus, pas dans le bois ! Encore un effort pour lui faire boire la tasse !

VMC - 1er mars 2017

Après avoir assisté impuissante à la chute de ses grilles le 18 février, l'Andra s'est pris cette semaine une belle volée de bois vert devant les tribunaux. Procès de l'occupation, appel sur le défrichement de l'été dernier, procès sur l'échange du bois... Les procédures lancées de part et d'autre, étroitement entremêlées, forment un sac de nœuds juridiques dont l'agence ne semble plus savoir comment se dépêtrer. Si le rapport de force se maintient sur le terrain, ces revers pourraient retarder le projet pour un bon moment.

Le 28 février, le tribunal administratif de Nancy a donné raison aux habitant-e-s de Mandres-en-Barrois et opposant-e-s en invalidant, pour vice de procédure sur la forme, la délibération du 2 juillet 2015 du conseil municipal du village autorisant l'échange du bois Lejuc contre un bois mitoyen. Après plus d'un an et demi de mobilisations autour du bois qui ont ravivé la lutte comme jamais, c'est un nouveau coup dur qui pose une sérieuse épine dans le pied des égoutiers de l'atome. Le conseil municipal a maintenant quatre mois pour se "régulariser", c'est à dire refaire une délibération dans les formes pour reprendre une décision sur l'échange du bois. Le contexte a évolué, sur place les langues se délient, des riverain.es s'engagent, de nouvelles personnes viennent s'installer, la mobilisation (inter)nationale s'amplifie et les projecteurs sont braqués sur ce village où l'avenir de la filière nucléaire française est en jeu. Finie l'époque des réunions à huis clos dans une mairie barrée par des vigiles ; révolu le temps où l'Andra pouvait exiger qu'une poignée de conseillers municipaux engagent leur village pour 100 000 ans lors d'un vote discret à 6h du matin. La veille, le 27 février, lors du jugement de l'appel de l'Andra sur la décision du 1er août du TGI de Bar-le-Duc annulant l'autorisation de défrichement, un autre coup de théâtre a eu lieu, puisque l'Autorité Environnementale, qui avait rendu un avis favorable à l'agence lui permettant de défricher et forer sans étude d'impact préliminaire, l'a tout bonnement suspendu : la procédure de demande pourrait reprendre à zéro et tombe sous le coup de nouvelles lois durcissant les contraintes pour l'Andra. Le délibéré aura lieu le 22 mai. Et l'agence n'a toujours pas d'autorisation préfectorale de défrichement.

Le 22 février, le tribunal a sursis à statuer sur la demande d'expulsion de Sven Lindstroem, habitant déclaré du bois, et renvoyé sa décision au 5 avril, après une demande d'entrevue du fameux hibou avec le président du TGI le 29 mars. Jamais, historiquement à Bure, la verrue du nucléaire et son projet de poubelle n'ont été autant contestés et délégitimés sur le terrain comme dans les tribunaux. Mais rien n'est joué. Contrairement à ce que titraient certains grands journaux reprenant la dépêche AFP du 28 février, le projet de stockage n'est pas (encore) gelé. La délibération du conseil est annulée, mais l'agence reste encore propriétaire sur le papier. Surtout, les membres du conseil municipal de Mandres pourraient reprendre une décision autorisant l'échange, car ils-elles subissent une forte influence des nucléocrates, que ce soit par l'emploi de membres de leurs familles ou

l'attribution de baux de chasse ou agricoles. L'Andra peut continuer d'avancer sur tous les autres secteurs où elle doit faire ses relevés de données pour pouvoir déposer sa Demande d'Autorisation de Création avant 2018, même si le calendrier est compromis.

Face à tout cela, il va falloir continuer à agir, dans de nombreuses directions : en aucun cas les quatre conseillers municipaux de Mandres entachés de conflits d'intérêt ne devraient pouvoir voter. Sans parler du maire, véritable VRP décomplexé, maintenant nommé "délégué CIGEO" à la Communauté de Communes. Après le flou du 27 février sur le défrichement et la demande d'étude d'impact, il faut également bloquer l'Andra de toute possibilité de poursuivre ses funestes travaux préparatoires et autres relevés de données, non seulement dans le bois Lejuc mais partout ailleurs. Nous appelons les associations environnementales et naturalistes du Grand Est et d'ailleurs, approchées discrètement par l'agence pour participer à son étude d'impact globale, à se positionner publiquement contre le projet dans sa totalité, fausse "phase pilote" ou "caractérisation environnementale" y compris, et refuser de collaborer avec l'artisan de la nucléarisation de la région. Quant au délai sur l'expulsion du bois après l'audience du 22 février, c'est l'opportunité de consolider l'occupation, les autres installations à Bure, les projets agricoles et tout ce qui fait que des dizaines de personnes se projettent à long terme sur place.



À suivre donc...

Et notez d'ores et déjà dans votre agenda : le week-end du 11 au 13 août aura lieu le festival les Bure'lesques près de Bure, un nouveau temps fort pour enfouir le projet CIGÉO pour de bon !

1 "Les hiboux" est le surnom donné aux occupant.e.s du bois Lejuc, à cause de leurs masques de Grand Duc !